



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

16-05-2016

L'aventure britannique d'EDF

(Suite de l'article publié la semaine dernière sous le titre:
EDF: Derrière sa "crise" qui cache la privatisation)

Hinkley Point est le site d'une centrale nucléaire britannique (côte sud) de type graphite-gaz. Cette centrale, comme 9 autres réparties en Grande-Bretagne, appartenait à British Energy, entreprise issue de la séparation du Central Electricity Generating Board (CEGB), privatisé dans les années 90. British Energy fournissait environ un quart de la consommation britannique (aujourd'hui plutôt moins de 20%). L'entreprise a connu des problèmes financiers notamment du fait de la baisse des prix de l'électricité et le gouvernement britannique est venu à sa rescousse en prenant un tiers environ du capital au début des années 2000.

En 2008, EDF, déjà présent en Grande-Bretagne avec sa filiale EDF Energy, a acheté British Energy au gouvernement britannique pour 13 milliards d'€uros environ, prix exorbitant car les analyses financières, évaluaient l'entreprise à moitié de ce prix. Clairement, dès l'achat de British Energy, il y eut un transfert financier décidé entre les gouvernements français et britannique.

La décision d'acheter British Energy fait suite à une visite d'Etat du Président Sarkozy à Londres. Avant ce voyage, EDF avait certes des projets nucléaires en Grande-Bretagne mais sans passer par l'achat de British Energy dont les centrales graphites gaz assez anciennes ne présentaient pas un grand intérêt (d'autant qu'à EDF, il n'y avait plus de spécialiste de cette

technologie graphite gaz).

Après son acquisition, EDF a été prié de rétrocéder une partie des terrains déjà achetés à la concurrence pour qu'elle puisse y développer ses propres projets (un consortium allemand, un autre avec GDF Suez).

Après l'achat de British Energy, EDF envisageait donc de construire deux réacteurs nucléaires de type EPR sur chacun de 3 sites de la compagnie nucléaire britannique. La qualification des réacteurs par les autorités de sûreté britannique et les demandes de modification par rapport aux propositions françaises initiales conduisent à considérer les EPR britanniques comme spécifiques. Ces spécificités expliquent en grande partie le coût global estimé de la construction des deux premiers réacteurs (24 milliards d'€).

Dans la recherche de partenaires pour un projet aussi onéreux, EDF a trouvé « naturellement » Areva et un nucléariste chinois (CGN). Mais les difficultés d'Areva dont la partie ingénierie/réacteur est reprise par EDF, aboutissent à réduire le nombre de partenaires à 2 : EDF pour les 2/3 du projet et CGN pour un tiers. CGN a mis par ailleurs une condition à sa participation : il exige de développer son propre réacteur (Hualong – Le dragon) sur le troisième site initialement prévu pour des réacteurs EPR.

Le gouvernement britannique, inquiet de la fin des réserves de Mer du Nord, a notamment mis en place un système qui subventionne les énergies à développer avec un prix garanti, c'est-à-dire que si le prix de marché est inférieur à un prix donné, alors le producteur est remboursé de la différence. Avec le projet d'Hinkley Point le prix plancher prévu est précisément deux fois supérieur au prix de marché actuel. Cette garantie serait valable 35 ans.

Les péripéties autour de la construction de Flamanville ne rendent pas vraiment optimiste quant à la capacité d'EDF de finir dans les délais l'EPR anglais (par ailleurs les délais promis sont bien courts, (6 ans alors que les Chinois vont achever leur EPR en 7 ans).

Par ailleurs, EDF doit aussi conduire un certain nombre d'investissements lourds sur le parc français pour prolonger leur durée d'exploitation. De fait, la tension financière est forte et le départ anticipé du directeur financier illustre les débats internes.

Tout comme l'achat de British Energy était une affaire d'Etat, le

projet de la centrale Hinkley Point est également au centre d'accords entre Etats dont les tenants et aboutissants sont opaques. Macron, qui a choisi le patron d'EDF actuel, pousse à la roue.

L'ensemble des syndicats EDF crient casse-cou et demande un report de l'exécution du projet.

EDF ne va pas bien financièrement, les autres électriciens européens, notamment allemands, non plus. De fait, les prix de marché de l'électricité sont aujourd'hui plus bas que les coûts de production. Cette particularité est causée par plusieurs facteurs et en particulier:

*Des moyens de production pléthoriques par rapport à une demande assez peu dynamique liée à la crise qui sévit durement dans toute l'Union Européenne.

En fait, au-delà de savoir si c'est vraiment le rôle d'EDF d'être un instrument de la politique énergétique de Londres, la situation faite à cette entreprise est la conséquence de la privatisation du marché de l'électricité, croisée avec les impératifs de développement des énergies renouvelables. On notera aussi que le développement du nucléaire n'est possible que hors marché puisque même les Anglais prévoient de le subventionner.

La réalité montre, au travers de ce bilan qu'il n'existe pas de service public de qualité sans la nationalisation complète de toute la filière énergie EDF-GDF, sans la remise de sa gestion au peuple.